

La sécurité des agences d'aide est un désastre prévisible

« Un ensemble de droits humains et de risques pour la réputation qui est trop souvent sous-estimé. »



Jamie Williamson
Directeur exécutif
International Code of Conduct Association

GENEVE
18 May 2021

Les organisations humanitaires ont un angle mort lorsqu'il s'agit de leur propre sécurité.

Les événements récents au Mozambique et en République centrafricaine ont remis les mercenaires sous les feux de la rampe, tandis que la confusion des rôles entre les forces armées régulières et les contractants militaires accroît les risques pour les civils.

Un phénomène moins spectaculaire, mais également en expansion, est le recours à des entreprises de sécurité privées par les organismes d'aide. Si les entreprises qui fournissent des gardes de nuit et des scanners à rayons X peuvent ne pas sembler aussi problématiques que les opérateurs de style militaire tels que Blackwater ou Wagner, elles présentent tout de même un ensemble de risques en matière de droits humains et de réputation lesquels sont trop souvent sous-estimés.

Dans un passé pas si lointain, les agences d'aide internationale avaient l'habitude de gérer leur sécurité par le dialogue, l'accès négocié et l'instauration de la confiance avec les communautés, les autorités locales et les acteurs armés dans les zones où elles opéraient.

Mais les clients de l'ONU et des organisations non gouvernementales (ONG) paient désormais des millions aux entreprises de sécurité, ce qui peut représenter un pourcentage important de leurs dépenses globales dans certains des pays les plus dangereux.

Entre 2015 et 2019, d'après les rapports sur les marchés passés par l'ONU, plus de 186 millions de dollars ont été dépensés par les agences de l'ONU pour leur sécurité en Afghanistan, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan du Sud réunis - dont 71 millions de dollars pour le Soudan du Sud à lui seul .

Si la majorité des fournisseurs de services de sécurité sont des entreprises locales, les agences de l'ONU font appel à certaines des plus grandes entreprises au monde - la franchise G4S, par exemple, est sous contrat dans plus de 26 pays.

Les agences d'aide font appel à des entreprises de sécurité pour de nombreux services, dont beaucoup ne relèvent pas de la "sécurité" au sens classique du terme. Des agents de sécurité armés et non armés sont généralement engagés pour protéger le personnel, les biens et les convois des agences. Des entreprises ont également été engagées pour gérer la sécurité des centres de migration, des installations médicales et des camps de réfugiés.

Sur place, les agents de sécurité sont chargés de gérer l'entrée dans les locaux, de surveiller la vidéosurveillance, d'enregistrer et d'escorter les visiteurs, de scanner et de superviser les véhicules, et d'apporter leur aide en cas d'urgence et d'évacuation. Certaines agences d'aide demandent même aux contractants de sécurité de répondre aux demandes de renseignements téléphoniques et d'éteindre les lumières et les climatiseurs en dehors des heures de travail normales.

Le personnel de sécurité sous contrat est souvent le premier point de contact avec les visiteurs et la communauté locale. Il est donc compréhensible que de nombreux contrats de services de sécurité incluent des exigences en matière de code vestimentaire et d'uniforme, et précisent même la longueur acceptable des moustaches, barbes et favoris.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une question d'image.

Les actes répréhensibles commis par les agents de sécurité peuvent nuire aux relations des agences d'aide avec les communautés locales, briser la confiance et l'acceptation, et rendre la fourniture de l'aide plus difficile. Les agences courent également le risque d'être tenues responsables de toute violation des droits humains commise par leurs gardes.

Manque de supervision

Malgré des risques nombreux et croissants, le secteur de l'aide reste à la traîne en termes de diligence raisonnable et de suivi et surveillance, reléguant la sécurité à une tâche administrative et d'approvisionnement banale.

Il est surprenant de constater que l'on ne se préoccupe guère de ce qui pourrait arriver si l'on engage la mauvaise entreprise de sécurité, ou si les exigences contractuelles encouragent des pratiques industrielles médiocres et la corruption.

Il ne suffit pas de parler des droits humains du bout des lèvres. Il est facile pour les entreprises de sécurité de dire qu'elles respecteront des codes de conduite - couvrant tout, de l'esclavage moderne à la traite des êtres humains, de la fraude à l'exploitation et aux abus sexuels. Mais l'absence de vérification de l'application effective de ces politiques - et encore moins de leur engagement - est frappante. Tout au plus doivent-ils cocher une case et envoyer des copies des politiques de l'entreprise.

Dans le cadre de notre travail, nous cherchons à élever les normes au sein du secteur de la sécurité afin de garantir que les entreprises opérant dans des contextes humanitaires et hostiles complexes respectent les droits humains et le droit humanitaire, comme le prévoit le Code de conduite international pour les prestataires de services de sécurité privés.

De nombreuses entreprises de sécurité se réjouissent de la possibilité de se débarrasser de tout soupçon d'irrégularité en améliorant leurs normes. Mais les progrès seront limités si les clients, y compris les organismes d'aide, ne fixent pas des normes plus élevées lorsqu'ils les engagent. Souvent, le coût est le facteur décisif suprême – et souvent le seul facteur - dans leur prise de décision.

Dans les endroits touchés par un conflit, le personnel de sécurité est fréquemment d'anciens membres des forces armées, des rebelles ou des milices, ou a des relations politiques. Il existe peu de contrôles rigoureux des antécédents du personnel de sécurité ou de la propriété des entreprises.

Et les risques ne concernent pas seulement les communautés locales et les organismes d'aide.

On oublie trop souvent les droits et le traitement des gardes eux-mêmes. Combien de fois avons-nous entendu des accusations de gardes "paresseux", dormant au travail ? Combien de fois avons-nous vu le personnel et les visiteurs parler aux agents de sécurité sur un ton dédaigneux et irrespectueux ?

Les entreprises de sécurité peu scrupuleuses peuvent proposer des prix plus bas. Mais les conséquences sont que leurs agents seront payés très peu et devront payer leurs propres uniformes, ou qu'ils seront mal équipés et peu formés.

Les conditions de travail des agents de sécurité locaux sont souvent bien inférieures à celles du personnel des agences d'aide qui les engagent, et peuvent ne pas respecter les normes internationales du travail recommandées. Les agences d'aide soutiendront qu'elles prescrivent des quarts de travail de huit heures maximum. Mais la réalité est que les agents de sécurité sont régulièrement en service pendant 12 heures, ce qui exclut le temps de déplacement depuis leur domicile, et travaillent six jours par semaine.

Si la sécurité n'est pas traitée comme l'affaire sérieuse qu'elle est, ce n'est qu'une question de temps avant que le recours inconsidéré à des prestataires privés n'ait de graves conséquences sur le travail et la réputation des organisations humanitaires et des personnes qu'elles visent à aider. Quelle est l'ampleur de la catastrophe qu'ils sont prêts à attendre avant de professionnaliser leur recrutement et leurs protocoles ?